

15ème législature

Question N° : 5444	De M. Hugues Renson (La République en Marche - Paris)	Question écrite
Ministère interrogé > Europe et affaires étrangères		Ministère attributaire > Europe et affaires étrangères
Rubrique > politique extérieure	Tête d'analyse >Tensions politiques au Gabon	Analyse > Tensions politiques au Gabon.
Question publiée au JO le : 13/02/2018 Réponse publiée au JO le : 27/03/2018 page : 2598		

Texte de la question

M. Hugues Renson attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation au Gabon. Plus d'un an après les élections du 27 août 2016, la situation ne semble pas s'apaiser au Gabon. Alors que M. Ali Bongo a été officiellement élu Président du Gabon, des allégations de truchage ont été mentionnées par de nombreux observateurs, comme ceux de l'Union européenne. Les tensions politiques et sociales restent vives dans tout le pays encore aujourd'hui. La mission de l'Union européenne a constaté des violences perpétrées depuis les élections et notamment des violations des droits de l'Homme, des arrestations arbitraires et des détentions illégales, ainsi que des violations de la liberté de la presse, d'expression, de manifestation et de réunion. En outre, M. Jean Ping, candidat de l'opposition lors des élections de 2016, et d'autres représentants de l'opposition, sont interdits de quitter le territoire. Alors que les élections législatives devraient se tenir avant fin avril 2018 au Gabon, il lui demande si le déploiement d'une mission d'observation internationale, avec l'accord des autorités gabonaises, est envisagé afin de suivre le processus électoral et apaiser les tensions. Plus globalement, il lui demande quels moyens diplomatiques il compte mettre en œuvre afin que cette crise post-électorale soit résolue et de s'assurer du respect de la démocratie dans ce pays partenaire de la France.

Texte de la réponse

La France continue de suivre avec attention la situation au Gabon. Elle est attachée, partout dans le monde, au respect des libertés fondamentales, qui est une composante essentielle de la démocratie. Elle promeut cette approche dans son dialogue avec les autorités gabonaises, qu'elle encourage à garantir le plein respect des droits de l'Homme. Depuis août 2016, la France a inscrit son action dans une démarche de concertation internationale, et a soutenu le travail de la mission d'observation électorale de l'Union européenne, ainsi que les efforts des Nations unies mais aussi de l'Union africaine en faveur de l'apaisement afin d'éviter de nouvelles violences dont la population aurait été la première victime. La France se tient prête, en étroite concertation avec ses partenaires, à soutenir tous les efforts menés par les Gabonais eux-mêmes en faveur de l'apaisement et de la restauration de la cohésion nationale. S'agissant des élections législatives, leur calendrier n'a pas encore été publié et les autorités gabonaises n'ont pas encore fait part de leur intention concernant l'éventuel déploiement de missions d'observation électorale. Comme elle a déjà eu l'occasion de l'exprimer, la France forme le vœu que ces élections soient un moment démocratique pour le peuple gabonais.